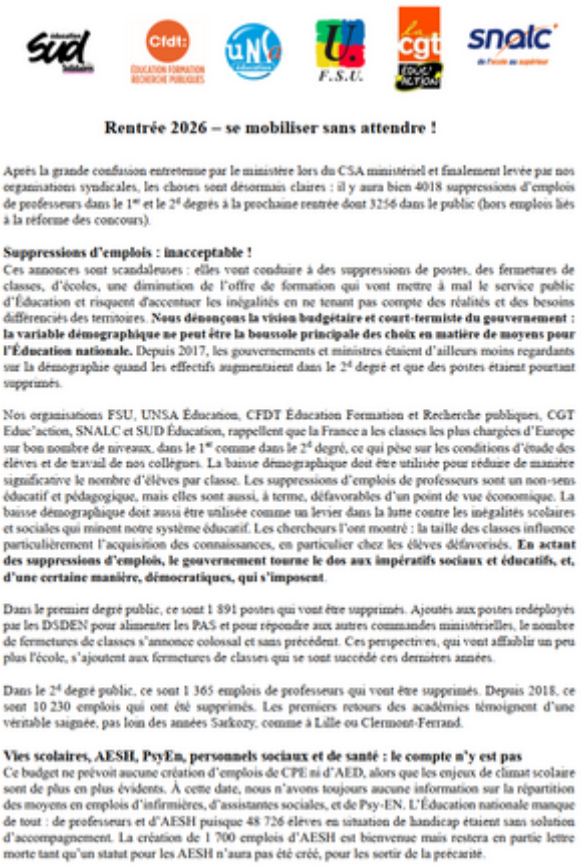
Rentrée 2026 – se mobiliser sans attendre !

lundi 23 février 2026, par CGT

Après la grande confusion entretenue par le ministère lors du CSA ministériel et finalement levée par nos organisations syndicales, les choses sont désormais claires : il y aura bien 4018 suppressions d'emplois de professeurs dans le 1er et le 2d degrés à la prochaine rentrée dont 3256 dans le public (hors emplois liés à la réforme des concours).

Suppressions d'emplois : inacceptable !

Ces annonces sont scandaleuses : elles vont conduire à des suppressions de postes, des fermetures de classes, d'écoles, une diminution de l'offre de formation qui vont mettre à mal le service public d'Éducation et risquent d'accentuer les inégalités en ne tenant pas compte des réalités et des besoins différenciés des territoires. Nous dénonçons la vision budgétaire et court-termiste du gouvernement : la variable démographique ne peut être la boussole principale des choix en matière de moyens pour l'Éducation nationale. Depuis 2017, les gouvernements et ministres étaient d'ailleurs moins regardants sur la démographie quand les effectifs augmentaient dans le 2d degré et que des postes étaient pourtant supprimés.



Rentrée 2026 – se mobiliser sans attendre !

Après la grande confusion entretenue par le ministère lors du CSA ministériel et finalement levée par nos organisations syndicales, les choses sont désormais claires : il y aura bien 4018 suppressions d'emplois de professeurs dans le 1er et le 2d degrés à la prochaine rentrée dont 3256 dans le public (hors emplois liés à la réforme des concours).

Suppressions d'emplois : inacceptable !
Ces annonces sont scandaleuses : elles vont conduire à des suppressions de postes, des fermetures de classes, d'écoles, une diminution de l'offre de formation qui vont mettre à mal le service public d'Éducation et risquent d'accentuer les inégalités en ne tenant pas compte des réalités et des besoins différenciés des territoires. **Nous dénonçons la vision budgétaire et court-termiste du gouvernement : la variable démographique ne peut être la boussole principale des choix en matière de moyens pour l'Éducation nationale.** Depuis 2017, les gouvernements et ministres étaient d'ailleurs moins regardants sur la démographie quand les effectifs augmentaient dans le 2d degré et que des postes étaient pourtant supprimés.

Nos organisations FSU, UNSA Éducation, CFDT Éducation Formation et Recherche publiques, CGT Educ'action, SNALC et SUD Éducation, rappellent que la France a les classes les plus chargées d'Europe sur bon nombre de niveaux, dans le 1er comme dans le 2d degré, ce qui pèse sur les conditions d'étude des élèves et de travail de nos collègues. La baisse démographique doit être utilisée pour réduire de manière significative le nombre d'élèves par classe. Les suppressions d'emplois de professeurs sont un non-sens éducatif et pédagogique, mais elles sont aussi, à terme, défavorables d'un point de vue économique. La baisse démographique doit aussi être utilisée comme un levier dans la lutte contre les inégalités scolaires et sociales qui minent notre système éducatif. Les chercheurs l'ont montré : la taille des classes influence particulièrement l'acquisition des connaissances, en particulier chez les élèves défavorisés. **En actant des suppressions d'emplois, le gouvernement tourne le dos aux impératifs sociaux et éducatifs, et, d'une certaine manière, démocratiques, qui s'imposent**.

Dans le premier degré public, ce sont 1 891 postes qui vont être supprimés. Ajoutés aux postes redéployés par les DSDEN pour alimenter les PAS et pour répondre aux autres commandes ministérielles, le nombre de fermetures de classes s'annonce colossal et sans précédent. Ces perspectives, qui vont affaiblir un peu plus l'école, s'ajoutent aux fermetures de classes qui se sont succédé ces dernières années.

Dans le 2d degré public, ce sont 1 365 emplois de professeurs qui vont être supprimés. Depuis 2018, ce sont 10 230 emplois qui ont été supprimés. Les premiers retours des académies témoignent d'une véritable saignée, pas loin des années Sarkozy, comme à Lille ou Clermont-Ferrand.

Vies scolaires, AESH, PsyEn, personnels sociaux et de santé : le compte n'y est pas
Ce budget ne prévoit aucune création d'emplois de CPE ni d'AED, alors que les enjeux de climat scolaire sont de plus en plus évidents. À cette date, nous n'avons toujours aucune information sur la répartition des moyens en emplois d'infirmières, d'assistantes sociales, et de Psy-EN. L'Éducation nationale manque de tout : de professeurs et d'AESH puisque 48 726 élèves en situation de handicap étaient sans solution d'accompagnement. La création de 1 700 emplois d'AESH est bienvenue mais restera en partie lettre morte tant qu'un statut pour les AESH n'aura pas été créé, pour les sortir de la précarité.